



institut français
du **cheval**
et de l'**équitation**



**Appel d'offres ouvert dans le cadre
d'une procédure européenne**
*(articles 33 – 40 – 57 à 59 et 77
du code des marchés publics)*

**Fourniture de carburant et services associés par la
fourniture de cartes accréditives**

+33 (0)8 11
90 21 31

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

N° 72

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SERVICES SOUMIS AU CCAG FC & S du 19 janvier 2009

Section I : Identification de l'organisme qui passe le marché

Établissement public national à caractère administratif

Section II : Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur

Institut français du cheval et de l'équitation

BP 207 - Terrefort
49411 SAUMUR cedex

Représentant du pouvoir adjudicateur : **Monsieur Christian VANIER, Directeur Général**

Adresse internet (U.R.L.) : www.ifce.fr

Adresses complémentaires :

Renseignements administratifs :

Institut français du cheval et de l'équitation
Services généraux – Cellule achats
Route de Troche B.P. 6
19231 ARNAC POMPADOUR Cedex
Téléphone : 05 55 97 10 45
Ou 05 55 73 83 23
Email : achats@ifce.fr

Renseignements techniques :

Institut français du cheval et de l'équitation
Madame Odile BERROCAL
Services généraux
Téléphone : 05 55 73 83 15
Email : odile.berrocal@ifce.fr

Institut français du cheval et de l'équitation
Madame Angélique PICOU
Responsable du service achats & travaux
Téléphone : 05 55 97 10 45
Email : angelique.picou@ifce.fr

Envoi ou remise des offres :

Institut français du cheval et de l'équitation
Services généraux – Cellule achats
Route de Troche
B.P. 6
19231 ARNAC POMPADOUR Cedex
achats@ifce.fr

Section III : Objet du marché

1) Objet du marché :

Fourniture de carburant et services associés par la fourniture de cartes accréditives

2) Type de marché : ***Achats***

3) Nomenclature : Classification CPV (Vocabulaire Commun des Marchés)

Objet principal : **09000000-3**

4) Forme du marché :

- S'agit-il d'un marché à bons de commande ? : **oui**
- S'agit-il d'un marché à bons de commande sans minimum ni maximum avec plusieurs titulaires et remise en compétition (article 71, IV) ? **non**
- S'agit-il d'un marché à tranches ? **non**

Section IV : Lieux d'exécution et de livraison

Lieu d'exécution : **Territoire national**

Section V : Caractéristiques principales

Description : L'appel d'offres concerne la fourniture de carburant et services associés

Le marché est soumis prioritairement au Code des marchés publics et il est régi par l'ensemble des dispositions de ce dernier et du Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures et Services (C.C.A.G. F.C./S.).

Le candidat devra justifier :

- des renseignements concernant sa situation propre : justificatifs quant aux conditions d'accès à la commande publique visés à l'article 45 du Code des marchés publics et renseignements et formalités nécessaires pour l'évaluation de la capacité professionnelle, technique et financière minimale requise ;
- de sa situation juridique et de sa capacité professionnelle ;
- de sa capacité économique et financière ;
- de sa capacité technique.

Section VI : Division en lots

Prestations divisées en lots : **non**

Section VII : Durée du marché

Durée du marché ou délai d'exécution :

1 (un) an reconductible trois fois

Section VIII : Conditions relatives au marché

1) Cautionnement et garanties exigés : **Néant**

2) Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :

Paiement à 30 jours à réception de la facture payée à terme à échoir.

Le défaut de paiement dans les délais supra fait courir de plein droit des intérêts moratoires au taux de refinancement de la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de huit points.

3) Possibilité de présenter pour le marché ou un de ses lots plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements :

non

4) Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature autre que la langue française : **néant**

Section IX : Conditions de participation

Renseignements concernant la situation propre de l'entrepreneur, du fournisseur ou du prestataire de services et renseignements et formalités nécessaires pour l'évaluation de la capacité économique, financière et technique minimale requise en vue de la sélection des candidatures (Application des articles 43, 44, 45, 46 et 52 du code des marchés publics) :

- les prestations sont-elles réservées à une profession particulière : **non**
- les candidats seront-ils tenus d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des personnes en charge de l'exécution du marché : **non**

Section X : Critères d'attribution

Les offres des candidatures recevables seront jugées sur la base des critères suivants :

- 1- Le prix : 50 %
- 2- Dossier technique dont 40 %
 - les types d'équipements 10 %
 - les délais d'obtention des équipements 10 %
 - la gestion et le rendu des données de suivi 10 %
 - la gestion du compte client 10 %
- 3- Références du candidat dans le domaine : 10 %

Les notes obtenues seront ensuite additionnées et l'offre qui aura obtenu la meilleure note sera déclarée la mieux disante.

Section XI : Procédure

Appel d'offres ouvert dans le cadre d'une procédure européenne

Section XII : Délai d'urgence

Néant

Section XIII : Conditions de délai

- 1) Date limite de réception des offres : **le lundi 9 janvier 2017 à 12 heures**
- 2) Délai minimum de validité des offres : **4 mois** à compter de la date limite de réception des offres.

Section XIV : Autres renseignements

- Conditions d'obtention des documents contractuels et des documents additionnels :
 - Date limite d'obtention : **sans limite**
 - Conditions : **gratuitement**
- Contenu du dossier de la consultation (liste des pièces à fournir au candidat par l'acheteur public) :

règlement de la consultation, acte d'engagement, annexes, cahier des clauses particulières.

- Modalités de remise des offres.

Les candidats peuvent remettre leur offre par mail : achats@ifce.fr

Par courrier :

IFCE

Service généraux – Cellule achats

BP 6 – Route de Troche

19231 Arnac-Pompadour cedex

Par voie électronique. Les offres sont transmises sur la plate-forme des marchés du pouvoir adjudicateur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Pour la remise de leur offre électronique, les titulaires doivent :

- être titulaire d'un certificat de signature électronique qui garantit notamment l'identification du soumissionnaire et la validité de la signature. Les catégories de certificats de signature utilisées pour signer électroniquement doivent être, d'une part, conformes au référentiel intersectoriel de sécurité et, d'autre part, référencées sur une liste établie par le ministre chargé de la réforme de l'Etat. Le référentiel intersectoriel de sécurité et la liste des catégories de certificats de signature électronique sont publiés sous forme électronique à l'adresse suivante : <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats>
- insérer dans leur pli électronique l'ensemble des documents requis. Le pli est un fichier unique compressé au format .zip et nommé "offre". Le fichier contient les documents demandés dans le règlement de la consultation. Ces documents sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants :
 - Format Word (".doc") (version Word 97 et postérieures)
 - Format Acrobat (".pdf") (version Acrobat 5 et postérieures)
 - Format Excel (".xls") (version Excel 97 et postérieures)

Ces fichiers seront nommés "nom_fichier.ext" où :

- "nom_fichier" correspond au nom du document
- ".ext" correspond à l'une des extensions des formats ci-dessus acceptés par la plate-

forme

Après création du pli, les candidats se connectent sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr> et doivent la déposer dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse à cette consultation de la plate-forme, chaque consultation ayant une page spécifique de réponse.

Les candidats transmettront leurs offres avant la date et l'heure limites fixés dans le règlement de la consultation. Un message leur indiquant que l'opération de dépôt de la réponse a été réalisée avec succès leur est affiché, puis un accusé de réception leur est adressé par courrier électronique donnant à leur dépôt une date certaine, la date et l'heure de fin de réception faisant référence. L'absence de message de confirmation de bonne réception et d'accusé de réception électronique signifie au soumissionnaire que sa réponse n'est pas parvenue au pouvoir adjudicateur.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès à Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Conformément à l'arrêté du 28 août 2006, pris en application du 1 de l'article 48 et de l'article 56 du CMP, le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des offres. Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde ».

L'offre contiendra :

- L'attestation d'agrément du candidat ou de l'enseigne ;
- La lettre de candidature (DC1) ;
- La déclaration du candidat (DC2) ;
- Un relevé d'identité bancaire (RIB) ;
- Une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée que le candidat produit, pour justifier qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales. Le marché ne peut-être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise, dans un délai imparti par le pouvoir adjudicateur, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents. Toutefois, si le candidat le souhaite, il peut fournir directement les copies certifiées conformes à l'original

des attestations des organismes fiscaux (liasse 3666) et sociaux (URSSAF) ou état annuel des certificats reçus modèle NOTI 2 ou leurs équivalents pour les sociétés étrangères. Sa candidature est recevable ;

- l'acte d'engagement(DC3) daté et signé, listant de façon exhaustive les documents annexes joints par le candidat ;
- le tarif général net, le rabais proposé constant.
- Le dossier technique comprenant :
 - La présentation de la société
 - La présentation du système de paiement et/ou équipements associés pour chaque véhicule
 - La procédure d'intégration des données dans le logiciel de suivi du parc automobile
 - Le détail des prestations proposées

Les prix doivent obligatoirement comporter deux décimales et ils comprennent le prix de la prestation ainsi que tous les frais supplémentaires éventuels.

Le taux de la valeur ajoutée et celui des autres taxes doivent être indiqués dans l'acte d'engagement ou le bordereau de prix.

Les offres seront exprimées en euros, à la fois en chiffres et en toutes lettres ; elles doivent comprendre :

- le prix net hors T.V.A. de la prestation
- toutes les taxes fiscales et parafiscales autres que la T.V.A.
- toute procédure, frais de toute nature éventuels, notamment ceux résultant de l'étude de marché, la frappe, la constitution de dossiers, la facturation, etc. Ces frais ne peuvent donner lieu à aucune facturation complémentaire.

Les prix sont réputés établis dans le mois dans lequel est incluse la date limite de réception des offres.

La participation à l'appel d'offres vaut acceptation sans restriction du présent règlement de la consultation et du Cahier des Clauses Particulières. De fait, le candidat ne pourra en aucun cas se prévaloir de renseignements erronés ou insuffisants.

- Application de l'article 54 du code des marchés publics

non

Section XV : Attribution de compétences

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal administratif compétent sera celui du Pouvoir Adjudicateur. Il s'agit du Tribunal Administratif de Nantes, situé 6 allée de l'Ile-Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES Cedex (Tél : 02 40 99 46 00)